
CAROLE BACHELOT

L'ÉTUDE DES PARTIS POLITIQUES :
ENTRE PERMANENCE
ET RENOUVEAU

127

Malgré les vagues régulières de désaffection qu'ils connaissent dans l'opinion, les partis continuent de susciter l'intérêt de la science politique. Ils en sont un objet canonique depuis l'émergence de la discipline au début du xx^e siècle ; des réseaux de chercheurs de plusieurs centaines de membres, au niveau européen et international, se consacrent à leur étude, qui dispose même d'une revue spécialisée (*Party Politics*). Incontournable dans l'analyse de la vie politique, l'évolution des partis a logiquement donné lieu à une littérature foisonnante, à laquelle ont par ailleurs contribué, bien au-delà de la science politique, juristes, historiens, sociologues et philosophes. Il ne saurait être question ici d'en rendre compte de manière exhaustive ; cet article ne portera donc que sur les développements les plus récents de cette littérature à partir des travaux produits en science politique depuis le début des années 2000, accessibles en français et en anglais.

Un rapide survol de ces travaux suffit à montrer que l'étude des partis se caractérise par la pluralité de ses approches et de ses méthodes, du fait de son développement dans des contextes historiques et nationaux variés. Prise simultanément dans des dynamiques temporelles différentes, elle donne aussi l'impression d'une grande plasticité. De fait, l'analyse des partis est intrinsèquement liée à celle de phénomènes politiques plus larges (démocratisation, professionnalisation de la vie politique...), dont ils sont en général considérés comme des variables dépendantes – et non explicatives. Ces phénomènes s'inscrivent dans une temporalité longue qui rejaillit sur celle de la recherche. Inversement, l'étude des partis est aussi très liée au temps court de leur actualité politique, de leurs bonnes

ou mauvaises fortunes électorales, de la perception publique de leur rôle et de leur utilité¹; à moyen terme, elle est également dépendante de la sociologie et de la politisation spécifique des chercheurs².

L'objet de cet article est de revenir sur les dynamiques de l'évolution de la recherche en science politique sur les partis. Comment et selon quelle ampleur cette recherche s'est-elle développée, dans les différentes perspectives qui la structurent aujourd'hui ? L'hypothèse retenue ici est que cette hétérogénéité de la littérature tient moins à une plasticité somme toute relative des cadres d'analyse qu'à la cristallisation de différenciations substantielles. Certains objets et certaines approches semblent stabilisés; ce faisant, ils contribuent à perpétuer des clivages, et notamment celui existant entre science politique française et science politique internationale, qui continuent de diviser l'analyse des partis. Parallèlement, le renouvellement des formes partisanes a incontestablement stimulé la recherche, notamment par des transferts de méthodes, mais sans nécessairement remettre en cause des distinctions analytiques forgées depuis plus d'un siècle.

STABILITÉ DES OBJETS ET DES APPROCHES : LES VALEURS REFUGES DE L'ÉTUDE DES PARTIS

En 2007, Florence Haegel rappelait que la littérature existante sur les partis s'organise selon trois grandes approches, que l'on peut encore repérer dans la production scientifique actuelle³.

Des approches divergentes entre sciences politiques française et internationale

Très globalement, ces travaux relèvent soit d'une approche « entrepreneuriale », qui consiste à considérer les partis en fonction de leurs objectifs, principalement électoraux, soit d'une approche organisationnelle, qui les analyse selon leur fonctionnement interne, soit d'une approche « sociétale », qui se focalise sur leur insertion dans la société

1. Dimension encore renforcée par la généralisation des financements de la recherche sur projet, qui valorise systématiquement le critère de « l'utilité sociale ».

2. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 4, *Enquêter dans les partis politiques, perspectives comparées*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2010. D'où l'image souvent déformée du spectre partisan réfractée par ces travaux; en France par exemple, la disproportion manifeste des travaux disponibles sur les partis de gauche par comparaison avec ceux portant sur les organisations de droite a souvent été notée.

3. Florence Haegel, « Les partis vus de France et d'ailleurs », in *id.* (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406.

qui les environne. Ces approches se distinguent ensuite en fonction de l'échelle retenue (« micro », au niveau local et/ou individuel, « méso », au niveau des organisations, ou « macro », au niveau des systèmes partisans et des grands clivages socio-historiques exprimés par les partis).

Ces distinctions permettent d'éclairer l'éloignement grandissant entre les travaux français, majoritairement marqués par une approche sociétale, et ceux produits en langue anglaise, dans les grandes enquêtes et revues internationales, qui relèvent quasi exclusivement de l'approche organisationnelle et entrepreneuriale. De manière là encore très schématique, la recherche française sur les partis s'est éloignée des analyses organisationnelles initiées par Maurice Duverger (dont la postérité s'est bien davantage développée à l'étranger) pour se rapprocher de l'analyse sociétale. Elle est aujourd'hui réputée favoriser plutôt les études de cas, les niveaux « micro » et « méso », les méthodes qualitatives, des perspectives empruntant à la socio-histoire et au néo-institutionnalisme sociologique (le parti comme « institution »). La recherche internationale, largement basée sur les standards anglo-saxons, privilégierait quant à elle des méthodes quantitatives permettant la comparaison sur un grand nombre de cas et de variables, le niveau « macro », et des perspectives plutôt empruntées à la sociologie des organisations et au choix rationnel (le parti comme « organisation » stabilisée, dévolue aux performances électorales). Ces divergences en matière d'approches ont sans doute été renforcées par les spécificités de la vie politique hexagonale. Depuis l'époque des « pères fondateurs » de l'analyse des partis (Roberto Michels, Moisei Ostrogorski, James Bryce...), les partis politiques français ont en effet généralement été considérés par les chercheurs étrangers comme des organisations faibles, peu structurées et peu dotées en ressources financières et militantes, ou encore comme des organisations profondément atypiques, à l'exemple des partis communiste et gaulliste. Le cas français, catégorisé comme périphérique et/ou déviant, a donc souvent été négligé dans les grandes enquêtes comparatives « macro », contribuant ainsi à l'isolement de la recherche française sur la scène internationale⁴.

129

4. Florence Haegel, « Parties and Party Systems: Making the French Socio-Cultural Approach Matter », in Robert Elgie, Emiliano Grossman et Amy G. Mazur (dir.), *The Oxford Handbook of French Politics: Toward a Comparative Politics of France*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 373-393.

L'approche entrepreneuriale versus l'approche sociétale

L'approche strictement entrepreneuriale et utilitariste des partis, développée dès les années 1950 par les tenants du « choix rationnel »⁵, les présente comme des instruments permettant à certains acteurs de s'emparer du pouvoir, par la conquête des votes (*vote-seeking*) et des postes (*office-seeking*). Cette perspective, qui voit dans les partis des acteurs unifiés, cherchant à maximiser leurs bénéfices électoraux, reste vivace dans la littérature anglo-saxonne, notamment en ce qui concerne l'analyse des coalitions partisans, ou encore celle de la convergence idéologique des partis, toujours à la recherche de l'« électeur médian » qui fera basculer le vote en leur faveur⁶.

130 Cette approche entrepreneuriale n'est pas absente des travaux français, bien qu'indépendamment de toute référence au « choix rationnel ». Michel Offerlé propose une vision des partis qui emprunte à la fois à la sociologie critique de Pierre Bourdieu et à l'approche utilitariste de Joseph Schumpeter, où les acteurs partisans sont avant tout mus par la quête des postes⁷. Mais c'est plutôt l'approche « sociétale » qui domine en France depuis les années 1990, considérant les partis comme des « institutions » qui opèrent parmi d'autres dans le champ politique et qui, loin de se cantonner à la recherche du pouvoir, produisent des normes, des cultures communes à destination de leurs adhérents et des citoyens. Peut-être du fait de la prégnance du modèle du Parti communiste en France, cette analyse sociétale a longtemps fait une large place à l'historicité des organisations, et surtout à la structuration de ses réseaux dans le monde associatif et professionnel⁸. Alors qu'on constate une professionnalisation accélérée des partis et leur « désencastrement » social, cette analyse sociétale est aujourd'hui mise à l'épreuve. Plutôt que sur l'ancrage social des partis, les études afférentes insistent désormais sur le temps long des phénomènes d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation des partis. Elles se sont ainsi plutôt penchées sur les processus de genèse⁹ et de délitement des partis, d'abord observés dans

5. Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York (N. Y.), Harper & Row, 1957.

6. Ian Budge et al., *Mapping Policy Preferences*, 3^e éd., Oxford, Oxford University Press, 2013.

7. Michel Offerlé, *Les Partis politiques*, 8^e éd., Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2012.

8. Cf. les analyses de Frédéric Sawicki sur le « milieu partisan » socialiste (*Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997).

9. Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du FN, du MSI et du FIS », *Revue française de science politique*, vol. 61, n^o 4, 2011, p. 631-657.

le cas du Parti communiste¹⁰, puis dans celui du Parti socialiste¹¹. Plus largement, elles s'intéressent aux cultures organisationnelles des partis, aux dispositifs de socialisation par lesquels les partis tentent de (re)tenir leurs militants¹², à la manière dont les partis importent des normes à partir d'univers sociaux connexes, qui peuvent éventuellement soutenir leur professionnalisation. Florence Haegel montre ainsi comment la culture « militaire » du parti gaulliste a progressivement laissé place à des normes issues du monde de l'entreprise au sein de l'Union pour un mouvement populaire¹³.

La domination de l'approche organisationnelle dans la science politique internationale

Dans la littérature internationale, force est cependant de constater que l'approche organisationnelle reste largement dominante, même si ses différentes dimensions ont connu des fortunes inégales. 131

Par exemple, le débat sur les typologies censées décrire (et expliquer) les grandes évolutions de la forme « parti », qui a suscité une abondante production des années 1950 jusqu'aux années 1990, semble en voie d'épuisement. Différents modèles, des « partis de cadres » et de « masse » décrits par Maurice Duverger au « parti-cartel » élaboré par Richard Katz et Peter Mair, en passant par le modèle « stratarchique » de Samuel Eldersveld, le modèle du parti « attrape-tout » d'Otto Kirchheimer ou celui du parti « électoral-professionnel » d'Angelo Panebianco, ont ainsi été élaborés dans une perspective comparative et évolutionniste¹⁴. Les recherches actuelles font presque toutes référence à ces différents modèles et en

10. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*. Bellescombes-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2009; Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

11. Rémi Lefebvre, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, n° 102, 2013, p. 7-33.

12. Amin Allal et Nicolas Bué (dir.), *(In)disciplines partisanes. Comment les partis politiques tiennent leurs militants*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

13. Florence Haegel, *Les Droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

14. Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951; Richard S. Katz et Peter Mair, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, 1995, p. 5-28; Samuel J. Eldersveld, *Political Parties: A Behavioral Analysis*, Chicago (Ill.), Rand McNally, 1964; Otto Kirchheimer, « The Transformation of Western European Party System », in Joseph LaPalombara et Myron Weiner (dir.), *Political Party and Political Development*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1966, p. 177-200; Angelo Panebianco, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

particulier à celui du parti-cartel, qui décrit l'éloignement progressif des partis de leur base sociale pour se rapprocher de l'État (financements publics, fonctionnarisation des cadres). Bien que fréquemment mobilisés, ces modèles sont aussi l'objet de références largement routinisées (dans la littérature internationale) ou critiques (dans la littérature française), comme en témoigne l'usage qu'en fait Yves Poirmeur pour éclairer son analyse historique des partis français¹⁵. L'« obsession typologiste »¹⁶ de la quête du « meilleur » modèle semble aujourd'hui relativement atone; elle est souvent critiquée pour son caractère excessivement général, peu à même de rendre compte des évolutions et des adaptations complexes des partis à leur environnement.

132 Dans d'autres domaines, l'analyse organisationnelle n'a semble-t-il jamais connu de reflux. De nombreux travaux continuent de porter sur la diminution du nombre d'adhérents et les réformes organisationnelles adoptées par les partis pour re-mobiliser leurs membres. Tout en constatant un indéniable déclin militant¹⁷, qui est cependant loin d'être homogène et généralisé (les effectifs restent stables en Belgique, en Autriche, en Suède), ils décrivent la création et/ou l'expansion de nouvelles catégories d'affiliation, qui brouillent les frontières traditionnelles entre adhérents, sympathisants et électeurs. Susan Scarrow développe ainsi la notion de *multi-speed membership* pour décrire les multiples possibilités d'engagement, d'ailleurs non exclusives, désormais proposées par les partis¹⁸. Plus généralement, ces travaux dénoncent le biais fréquent qui consiste à évaluer la situation actuelle des organisations politiques à l'aune de « partis de masse », qui n'ont jamais réellement existé, notamment en France.

La relation des partis à leur environnement institutionnel (mode de scrutin, type de régime, équilibre entre les différents pouvoirs) continue également à susciter de nombreuses recherches, au croisement de la sociologie des partis et de l'analyse électorale. Elles remettent notamment en cause une interprétation trop mécanique des lois de Duverger, qui à un mode de scrutin précis (le scrutin majoritaire à un tour, par exemple) fait correspondre un système de partis spécifique (en l'occurrence, un

15. *Les Partis politiques, du XIX^e au XXI^e siècle en France*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ, 2014.

16. Frédéric Sawicki, « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers français*, n° 276, 1996, p. 51-59.

17. Ingrid van Biezen, Peter Mair et Thomas Poguntke, « Going, Going... Gone? The Decline of Party Membership in Contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 51, n° 1, 2012, p. 24-56.

18. *Beyond Party Members*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

système bipartisan). En analysant par exemple l'émiettement du bipartisme britannique, la montée en puissance puis la décomposition de la bipolarisation en France, phénomènes survenus sans modification institutionnelle majeure, ces travaux incitent à prendre en compte d'autres facteurs, comme la polarisation idéologique des partis, soulignée par Giovanni Sartori¹⁹, ou leurs stratégies d'alliances²⁰.

Enfin, les dimensions les plus « travaillées » de l'analyse organisationnelle, celles qui mobilisent en tout cas le plus de moyens scientifiques (en termes de réseaux de recherche et d'enquêtes), restent associées à l'étude de la compétition intrapartisanne, ainsi qu'à celle de la professionnalisation et de la spécialisation de ces organisations politiques. L'analyse comparative de la « présidentialisation » des partis constitue une des applications privilégiées de cette approche, qui tente comme le fait un ouvrage collectif dirigé par Gianluca Passarelli, de conjuguer la prise en compte de facteurs externes (modes de scrutin, constitutions...) et internes (statuts, organisation du factionnalisme, voire sociologie des adhérents)²¹. Ces recherches approfondissent la réflexion amorcée par Thomas Poguntke et Paul Webb dans *The Presidentialization of Politics* (2005), selon laquelle les partis ne sont pas tant des « victimes » plus ou moins consentantes d'une présidentialisation des systèmes politiques que des acteurs de ce processus qui aboutit à les placer plus que jamais au cœur du système politique²².

133

La mise en ligne en janvier 2017 de la banque de données internationale « Political Party Database » sous l'égide de Susan Scarrow et Paul Webb fournit une autre illustration de la montée en puissance de ce type d'analyse organisationnelle, qui propose en accès libre des données concernant cent vingt-deux partis dans dix-neuf démocraties parlementaires. La mise à disposition de ces informations portant sur les ressources financières et bureaucratiques des partis, leurs statuts et

19. Giacomo Sani et Giovanni Sartori, « Polarization, Fragmentation and Competition in Western Democracies », in Hans Daalder et Peter Mair (dir.), *Western European Party Systems: Continuity and Change*, Londres, Sage, 1983, p. 335-337.

20. Gérard Grunberg et Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du ps et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; Alan Ware, *The Dynamics of Two-Party Politics: Party Structures and the Management of Competition*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

21. Gianluca Passarelli (dir.), *The Presidentialization of Party Politics: Organizations, Institutions and Leaders*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015.

22. Florence Haegel et Frédéric Sawicki, « Résistible et chaotique, la présidentialisation de l'UMP et du ps », in Yves Déloye, Alexandre Dézé et Sophie Maurer (dir.), *Institutions, élections, opinion. Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Parodi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 19-30.

leurs structures institutionnelles, ainsi que leurs performances électorales, doit permettre dans l'esprit des coordinateurs du projet la production de théories comparatives et explicatives de moyenne portée, en intégrant ces différentes données organisationnelles à des questionnements plus généraux sur les phénomènes de délégation et de représentation, voire de comportement électoral²³.

RENOUVEAU DES OBJETS, PERSISTANCE DES APPROCHES ?

Se pose cependant la question de la résistance de ces traditions de recherche, souvent stabilisées depuis plusieurs décennies, face à la multiplication de nouveaux objets « partisans » qui s'offrent aujourd'hui à l'investigation scientifique.

134

De nouveaux objets ?

À partir du début des années 1990, le multipartisme (plus ou moins démocratique) s'est en effet largement répandu à l'échelle mondiale, atteignant ainsi l'Europe de l'Est, l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie et même, depuis les « printemps arabes », le Moyen-Orient. Plusieurs milliers de nouvelles organisations sont ainsi apparues, permettant le développement ou la normalisation de nouveaux chantiers de recherche : les partis africains notamment, qui se sont multipliés depuis les années 1990, sont désormais étudiés non plus seulement sous l'angle problématique du « développement » politique dont ils seraient les indicateurs, mais comme des « organisations » ou des « institutions » à part entière, à l'instar de leurs homologues occidentaux²⁴. Quant aux démocraties établies, en France, en Espagne ou en Grèce par exemple, elles n'ont pas été préservées de profondes recompositions. De nouvelles organisations (Podemos, Syriza ; La France insoumise et En Marche ! pour le cas français) se sont développées sur les débris de partis de gouvernement (Parti socialiste ouvrier espagnol, Pasok ; Parti socialiste, Les Républicains) ; des partis auparavant marginalisés sont devenus incontournables dans la répartition des voix et des sièges (montée des partis d'extrême droite en France, en Grèce, en Autriche, etc.). Sur ce point particulier, il faut

23. Susan E. Scarrow, Paul D. Webb et Thomas Poguntke, *Organizing Political Parties: Representation, Participation and Power*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

24. Giovanni Carbone, « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains : entre modèles et recherches empiriques », *Politique africaine*, n° 104, 2006, p. 18-37.

noter que les politistes ont été beaucoup plus prolixes sur la crise de la social-démocratie européenne et la montée des extrêmes que sur l'émergence et l'institutionnalisation de ces nouvelles formes partisanes. Tandis que le Front national suscite une profusion de nouvelles enquêtes, sur son organisation, son idéologie – battant ainsi en brèche les théories de l'avènement du parti attrape-tout, qui associe systématiquement professionnalisation et désidéologisation²⁵ –, l'émergence plus ou moins soudaine de ces forces politiques semble avoir pris à rebours la vulgate présentant les partis comme des organisations souffrant d'une désaffection générale et complètement coupées de la société civile. Or, de ces « mouvements » plus ou moins structurés, ce sont bien de nouveaux partis qui sont nés et qui participent désormais à la compétition électorale, même s'ils valorisent des pratiques organisationnelles différentes de leurs prédécesseurs, notamment du fait de l'informalité des adhésions²⁶.

135

La difficulté à se saisir de ces nouveaux objets reflète pour partie la segmentation qui a sans doute trop longtemps perduré, à quelques exceptions près²⁷, entre l'analyse des partis et celle des mouvements sociaux. Les deux champs de recherche continuent de se développer en parallèle, comme si les dynamiques de l'engagement au sein des partis et des mouvements sociaux étaient radicalement différentes, alors même que les travaux récents sur les partis insistent sur le plurimilitantisme et la multipositionnalité des acteurs partisans. En revanche, la science politique a su se saisir de phénomènes pourtant anticipés, et finalement jamais réellement advenus, comme l'eupéanisation toujours différée des partis politiques et la très lente émergence de véritables partis politiques européens fédéraux²⁸.

Au-delà de l'émergence de forces partisanes, la professionnalisation accélérée des partis a enfin donné lieu à une somme considérable de nouvelles recherches, notamment sur le financement et la judiciarisation des partis²⁹, mais aussi sur la sociologie de tous ceux qui « travaillent » pour un parti – élus et adhérents, assistants et collaborateurs d'élus, agences de communication, permanents, experts, think-tanks (apparus

25. Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer, *Les Faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

26. Nathalie Ethuin et Rémi Lefebvre (dir.), *Savoir / Agir*, n° 32, *Réinventer les partis politiques*, Paris, Éditions du Croquant, 2015.

27. Stéphanie Dechezelles et Simon Luck (dir.), *Voix de la rue, voie des urnes. Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, PUR, 2011.

28. Christophe Bouillaud, « De l'eupéanisation en trompe-l'œil des partis politiques en Europe », *Politique européenne*, n° 38, 2012, p. 196-207.

29. Voir Romain Rambaud, « L'argent et les partis », p. 83-95

en France au tournant des années 2000). Enfin, depuis les années 2000, les partis ont massivement investi dans des dispositifs innovants, organisationnels (pratiques délibératives, primaires) ou technologiques (utilisation d'internet et des réseaux socio-numériques) pour se rapprocher de leurs adhérents et élargir leur base électorale : autant d'évolutions qui ont également généré de nouveaux chantiers de recherche.

Lectures croisées et hybridation des méthodes

Est-ce à dire que ces nouveaux objets ont renouvelé fondamentalement les différentes approches examinées plus haut ? Il semblerait plutôt que les bouleversements récents ont réactivé des questionnements aussi anciens que les partis eux-mêmes, sur leur utilité, leurs fonctions, le « pouvoir » qu'ils détiennent. Pour y répondre, ce sont souvent des démarches qui valorisent le recueil de données empiriques et une forme de souplesse théorique qui prévalent.

L'abondante littérature suscitée par la généralisation de primaires plus ou moins « ouvertes » organisées par les partis à partir du milieu des années 2000 pour sélectionner leurs candidats, en France mais aussi dans un nombre considérable de pays européens, sud-américains, etc., en témoigne. Ces dispositifs se prêtent particulièrement à des lectures croisées, aussi bien « sociétales » (que font les primaires à la mobilisation des adhérents, des sympathisants, des électeurs, à la fonction d'administration du sens traditionnellement dévolue aux partis ?) qu'« organisationnelles » (transformation des relations de pouvoir internes, codifications statutaires, adaptation des financements et des stratégies de communication) ; mais ils ne remettent pas fondamentalement en cause les distinctions existant entre ces différentes approches³⁰. L'usage d'internet par les partis, pourtant inédit, n'a pendant longtemps été traité par les politistes que sous l'angle de la professionnalisation de la communication politique, voire, dans une perspective plus institutionnaliste, sous celui des processus de légitimation. Comme le montrait Fabienne Greffet dans un ouvrage paru en 2011, l'analyse intégrée de cet objet de recherche, qui croise ces approches éprouvées en science politique avec celles de la sociologie des usages et des dispositifs techniques, était alors à peine amorcée³¹.

Au total, le renouveau des études partisans tient peut-être surtout au

30. Pour le cas français, cf. Rémi Lefebvre et Éric Treille (dir.), *Les Primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation*, Rennes, PUR, 2016.

31. Fabienne Greffet (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques sur le web*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

réinvestissement d'objets anciens, voire délaissés, par des méthodes et des concepts qu'on n'avait guère coutume de leur appliquer jusque-là. Les travaux portant sur la professionnalisation des partis ont par exemple utilement importé des outils d'analyse issus de la sociologie du travail et des professions³²; ceux sur les genèses partisanes ont puisé dans la littérature de la socio-histoire; des enquêtes sur les rites partisans ont utilisé des méthodes ethnographiques largement empruntées à l'anthropologie³³.

Ces hybridations n'ont pas abouti à l'émergence de nouveaux paradigmes ou de nouveaux modèles, mais ont enrichi les questionnements hérités des grandes traditions d'analyse des partis. La sociologie politique française des partis se tourne ainsi vers des méthodes mixtes, combinant données qualitatives et quantitatives, y compris dans une perspective sociétale. Des méthodes statistiques factorielles sont régulièrement utilisées pour établir des profils types de trajectoire politique ainsi que la multipositionnalité des dirigeants partisans entre associations et partis, comme l'a fait par exemple Hélène Combes au sujet du Parti révolutionnaire institutionnel mexicain³⁴. L'établissement de liens quasi organiques entre le Parti socialiste et certaines organisations étudiantes dans les années 1970 a fait l'objet de véritables analyses de réseaux³⁵.

D'autres objets sont, enfin, simultanément redécouverts dans le cadre d'approches qui les avaient auparavant négligés. Depuis les années 1970, les programmes politiques produits par les partis étaient essentiellement traités au niveau « macro », dans la perspective utilitariste du *vote-seeking* ou dans celle visant à tester la théorie des clivages élaborée par Stein Rokkan et puis par Hans Kriesi, selon laquelle les partis se développent en prenant en charge de grands clivages sociaux (entre possédants / travailleurs par exemple, ou plus récemment autour de la mondialisation)³⁶. Ces travaux reposent essentiellement sur

32. Cf. Philippe Aldrin, « Si près, si loin de la politique. L'univers professionnel des permanents socialistes à l'épreuve de la managérialisation », *Politix*, n° 79, 2007, p. 25-52; Carole Bachelot, « Un gouvernement des pairs ? De la collégialité au sommet des partis : le cas du Parti socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 3, 2012, p. 383-407.

33. Cf. Florence Faucher-King, *Changing Parties: An Anthropology of British Political Party Conferences*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005.

34. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.

35. Camilo Argibay, « Un parti en quête de relais. L'établissement des liens entre le Parti socialiste et les organisations étudiantes (1969-1986) », *Genèses*, vol. 97, n° 4, 2014, p. 87-108.

36. Seymour M. Lipset et Stein Rokkan, « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction », in *id.* (dir.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross National Perspectives*, New York (N. Y.), The Free Press, 1967, p. 1-64; Hanspeter Kriesi *et al.*, « Globalization and the Transformation of National Political Space: Six European Countries Compared », *European Journal of Political Research*, vol. 45, n° 6, 2006, p. 921-956.

l'analyse statistique et comparative du codage de plusieurs centaines de « programmes », permettant d'évaluer le contenu et la saillance des enjeux repris par les partis, ainsi que *l'attention* qu'ils leur accordent dans leur stratégie de conquête électorale (*Manifesto Agenda Project*, *Comparative Agenda Project*). Mais ils ont par la suite été réinvestis sous l'angle de l'analyse organisationnelle; en observant leur élaboration concrète au sein des partis, et notamment l'implication des adhérents, Anika Gauja étudie la démocratisation relative de ces organisations³⁷. Enfin, l'analyse sociétale d'inspiration néo-institutionnaliste, qui s'est longtemps éloignée des programmes pour privilégier des approches « par le bas », observant les pratiques locales et effectives (et non les discours), les militants (plutôt que les élites), les intègre à nouveau dans le champ de ses recherches. Les outils mobilisés empruntent alors largement à la socio-histoire, à l'histoire sociale des idées, voire à des théories de la réception issues de l'analyse littéraire, pour comprendre comment les acteurs partisans et les citoyens s'approprient le « sens » contenu dans les professions de foi, les discours, les plateformes des partis³⁸.

Pour pléthorique qu'elle soit, l'analyse des partis politiques est donc loin d'être parvenue à son terme. D'anciens chantiers mis en jachère mériteraient d'être revisités; c'est par exemple le cas des enquêtes sur la sociologie des adhérents ou des « affiliés » des organisations partisans, dont les données vieillissent souvent sans être réactualisées. D'autres pistes restent encore largement à explorer, alors qu'elles sont pourtant essentielles à la compréhension des mécanismes de délégation et de représentation dans les démocraties. La participation concrète des partis à l'élaboration des politiques publiques (par leur impact sur l'agenda parlementaire, la mise en œuvre des programmes, mais aussi la socialisation des dirigeants, le transfert de routines organisationnelles) n'a ainsi donné lieu qu'à de trop rares tentatives³⁹.

Il est cependant permis d'être optimiste, dans la mesure où, si l'analyse des partis politiques reste extrêmement hétérogène, sa dimension cumulative s'affirme de plus en plus, à travers le croisement des concepts, des méthodes, des perspectives. De ce fait, elle est aussi de plus en plus réflexive; suivant en cela une évolution générale des sciences sociales,

37. *The Politics of Party Policy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

38. Karim Fertikh, Mathieu Hauchecorne et Nicolas Bué (dir.), *Les Programmes politiques*, Rennes, PUR, 2016.

39. Simon Persico, Caterina Froio et Isabelle Guinaudeau, « Action publique et partis politiques. L'analyse de l'agenda législatif français entre 1981 et 2009 », *Gouvernement et action publique*, n° 1, 2012, p. 11-35.

les travaux s'intéressant aux partis accordent une importance grandissante aux méthodes employées et à leurs biais. À cet égard, et plus que d'autres, les spécialistes des partis sont particulièrement sensibilisés au caractère indissociablement lié des dimensions scientifiques et politiques de leurs controverses.

R É S U M É

L'analyse des partis politiques suscite depuis le début du xx^e siècle une littérature foisonnante et diversifiée. Cet article donne un aperçu des évolutions récentes de cette littérature en science politique, en revenant sur les dynamiques qui affectent ses grandes traditions d'analyse (entrepreneuriale, organisationnelle, sociétale) et sur l'apparition de nouveaux « objets partisans » qui invitent à l'hybridation des perspectives et des méthodes.